



Pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire

**A bas la guerre impérialiste en Syrie !
Arrêt des bombardements
Pour l'accueil sans condition des migrants en France**



Éditorial p 2
Pour un programme de défense des travailleurs p 4
Le combat du RETRAIT pour le projet de loi travail p 6
Contre les violences policières (mai 2016) p 8
A bas la guerre impérialiste en Syrie p10
L'élection de Trump p13
Situation politique au Brésil (avril 2016) p15
Note de lecture : <i>Poutine</i> vu par JJ Marie p19
<i>On nous communique</i>	
Congrès de l'UD du Rhône p24

Ne pas attendre les élections pour agir

Toute la situation est déjà tendue vers les prochaines élections présidentielles.

Mais la situation actuelle est le double produit de la politique de Hollande et ses gouvernements depuis 2012 au profit du capitalisme français, et d'autre part de l'incapacité de la classe ouvrière sur le terrain de la lutte de classe à surmonter les obstacles dressés contre ses mobilisations.

En 2012 le vote Hollande puis celui qui a porté une majorité PS à l'Assemblée Nationale exprimaient une rupture, un rejet profond de la politique de Sarkozy et de l'UMP. Hollande et ses gouvernements n'ont eu de cesse de rouler pour la bourgeoisie française usant de tous les moyens institutionnels à leur disposition :

- le dialogue social (conférences sociales auxquelles les directions syndicales ont toutes accepté de participer jusqu'à ce que cela ne soit plus possible face au coup de force du 49.3)
- l'unité nationale et l'union sacrée - avec là encore la duplicité des appareils du mouvement ouvrier, partis et syndicats - au nom de la lutte contre le terrorisme (fruit par ailleurs de la politique impérialiste de la France)
- la répression des mobilisations sur fond d'état d'urgence en chaussant sans sourciller les bottes des institutions réactionnaires de la Vème République (49.3, arsenal policier, militaire et juridique, ses hauts fonctionnaires ...)
- du pacte de responsabilité à la loi Macron, loi NOTRe, loi déontologie, poursuite de la casse de l'hôpital public, jusqu'à la loi El Khomri, réforme des rythmes scolaires ... la liste n'est pas exhaustive des mesures prises contre les travailleurs, pour la défense des intérêts du capital !
- sur le plan international, intervention militaire au Mali (opération Serval), au Moyen Orient, en Irak, en Syrie, vente d'armes aux monarchies du golfe ... puis chasse aux migrants, là encore avec l'appui des forces policières et militaires.

Mais contre cette politique, au moins sur son aspect national, les travailleurs ont tenté de se soulever. Les directions syndicales ont impuissanté la capacité de mobilisation en acceptant le dialogue social, en usant l'art du contre temps et de la fragmentation des luttes, en ne combattant pas l'état d'urgence. Ainsi le gouvernement de type front populaire délavé a pu mener à bien son rôle politique, celui de museler la classe ouvrière avec la complicité des directions syndicales.

Les aspirations de la classe en 2012 étaient aussi fortes que sa représentativité politique pouvant porter un programme ouvrier était faible, voire inexistant. Les militants du Groupe Révoltes n'avaient aucune illusion envers le PS pour porter une solution ouvrière, nous n'en avons pas plus aujourd'hui envers le Parti de Gauche ou Mélenchon, ou qui que ce soit. Mais si nous, révolutionnaires formés à l'école trotskiste, n'avons pas d'illusion, cela n'était pas le cas de la classe ouvrière qui pensait que le PS au pouvoir ferait une autre politique que Sarkozy et qu'elle conserverait ses acquis. Mais le capitalisme en crise ne lâche rien. Bien au contraire, pour tenter de maintenir ses profits, la bourgeoisie française doit s'attaquer aux acquis ouvriers.

La social-démocratie au pouvoir a gouverné pour le compte du patronat français contre les intérêts des travailleurs. Son incapacité historique à faire une autre politique s'est largement confirmée aux yeux des masses. Le gouvernement Hollande continuera jusqu'au bout sa

politique. Il en est ainsi de la Loi de Finances 2017, de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2017, de la prolongation de l'état d'urgence jusqu'en juillet.

Les primaires sont une machine à perdre et à liquider le PS

La Ve République est organisée pour assurer la domination et l'exercice du pouvoir par les partis traditionnels de la bourgeoisie française.

La vieille lune de De Gaulle de l'association capital-travail passe par le dialogue social, voire son institutionnalisation. Mais la place du Président dans la Vème République est particulière. Doté des pleins pouvoirs il gouverne au dessus des partis. Le système des primaires se moule dans cette volonté gaulliste qui vise à en finir avec les partis d'opposition à la bourgeoisie, en finir avec les partis révolutionnaires (rappelons l'interdiction des organisations trotskystes en 1968 comme l'OCI par exemple).

Le journal Les Echos se félicite des primaires, notamment à gauche. Toute la presse bourgeoise lance qu'il s'agit là d'un exercice digne des grandes démocraties. Un homme providentiel, le meilleur, en sortirait, et serait le plus qualifié pour sauver la France. Le patronat aussi se réjouit des différentes primaires et en profite pour avancer ses revendications afin de peser dans les débats.

Le système des primaires s'inscrit contre le parti, contre le programme. Le parti et ses militants sont dessaisis de leur prérogative de définir le programme. En réalité, c'est un déni de démocratie ouvrière – Cf. Filoche qui avait besoin de parrainages du parti alors que des candidats non issus du PS se présentent à ces primaires, sans besoin de parrainages, sans besoin de montrer patte blanche.

Si les révolutionnaires sont pour la destruction du PS, ils le sont si la disparition des partis sociaux-démocrates s'effectue au profit d'organisations révolutionnaires. Mais, le PS disparaît sous les coups de butoir de Valls et consorts, c'est à la bourgeoisie que profite cette offensive.

Partir du programme !

Faute de discussion sur un programme de défense des travailleurs, les Primaires mettent sur le devant de la scène des espèces « d'hommes providentiels » dont les nuances sont ténues. Aucun programme n'émerge conforme aux besoins des masses. L'abstention risque d'être forte et profitera aux partis bourgeois.

Il faut donc avancer des mesures transitoires qui seront un point d'appui à la mobilisation des masses. Seule une mobilisation majeure pourra enclencher un processus favorable aux travailleurs.

Aussi, les organisations qui se réclament de la défense des intérêts des travailleurs ont la responsabilité de réaliser un front unique sur la base d'éléments prioritaires de programme. Nous avons des propositions en ce sens (voir l'article infra).

Les syndicats de travailleurs ne peuvent rester neutres. Ils sont souvent le premier niveau d'organisation des travailleurs. Ils doivent être entièrement à leur service. Les directions syndicales ont souvent montré leur duplicité avec les pouvoirs en place. Les travailleurs doivent se réapproprier leurs organisations syndicales et exiger de leurs directions de reprendre les éléments prioritaires de programme et qu'ensemble avec les partis politiques, PCF, PG, NPA, LO mais aussi les frondeurs du PS, ils organisent des meetings, des rassemblements, des manifestations pour défendre ce programme.

Avant toute désignation il faut imposer un programme de défense de la classe ouvrière

Les Primaires, la course à la désignation du « chef bonapartiste »

Calquant les élections américaines, les Primaires deviennent la règle pour désigner, avant même de parler de programme proposé par les partis, le futur « chef » qui se présentera comme candidat à l'élection du Président-Bonaparte de la Vème République. Alors que des milliers de jeunes américains notamment manifestaient à l'issue de l'élection de Trump mettant ainsi en cause le mode de suffrage indirect aux États-Unis, l'actualité de la rentrée politique depuis le mois de septembre est rivée sur les Primaires. Exit les programmes !

Tout semble joué d'avance : la politique pro-patronale du gouvernement Hollande-Valls mène tout droit au retour des Républicains au pouvoir ou même à l'avènement du FN. Les Républicains représentent très fidèlement le programme de la bourgeoisie française en entendant s'attaquer, avec des nuances dans la manière, aux acquis ouvriers (retour aux 39H, allongement du départ à la retraite, primauté aux accords d'entreprise, hausse de la TVA, exonération de cotisations patronales, cadeaux fiscaux aux patrons, renforcement de l'état policier, chasse aux immigrés, promotion du colonialisme français dans les programmes scolaires ...). Le FN semble représenter moins les intérêts de la grande bourgeoisie que des petits bourgeois, artisans et commerçants notamment. Son programme est très emprunté de poujadisme, versus chasse aux immigrés et renforcement de l'état policier répressif.

Du fait de sa politique pro-patronale, le PS est en miette, au bord de l'explosion. Le gouvernement dirigé par Hollande va cependant poursuivre jusqu'au bout sa politique pro-patronale. Preuve en est avec le projet de loi de finances 2017 qui continue les suppressions de postes de fonctionnaires et les cadeaux au patronat (CICE, baisse de la fiscalité des entreprises).

Hollande est affaibli politiquement du fait de sa prise en charge des intérêts du patronat et ne peut donc se représenter, situation inédite sous la Vème République. Il y est contraint par Valls qui annonce sa candidature aux Primaires du PS. La désignation de Fillon traduit une accentuation du virage à « droite ».

Quant à Mélenchon, parti tout seul au mois de mars, au lieu de rassembler toutes les forces de « gauche », des frondeurs au PCF, il se moule dans les institutions de la Vème République et développe un programme de plus en plus social-chauvin.

Ce n'est pas ce dont ont besoin les travailleurs.

Pour un programme de défense de la classe ouvrière

Pris au piège des Primaires puis de l'élection présidentielle, les travailleurs sont désorientés. Avant de désigner un candidat, les forces de « gauche », des frondeurs du PS, de EELV, du PG, du PCF ont la responsabilité de se réunir et de discuter d'un programme de défense des travailleurs, capables de les réunir sur leur terrain de classe contre la bourgeoisie et ses partis. Ainsi, la classe ouvrière doit imposer aux forces de « gauche » un programme de défense de ses intérêts intégrant la lutte contre l'impérialisme français colonialiste qui asservit les peuples dans le monde, notamment en Afrique, et qui accentue l'exploitation des travailleurs en France.

Pour définir des revendications prioritaires qui pourraient constituer des éléments de programme, il faut partir des besoins des travailleurs. Ces besoins à long terme ne peuvent être considérés en dehors du mode de production. Le système capitaliste est un système de production basé sur le partage de la plus-value entre le patron industriel, le rentier foncier et

le banquier. Cette plus-value est le fruit du seul travail du salarié. La répartition des richesses produites ne peut être faite qu'entre les producteurs, c'est à dire les travailleurs.

Il est donc nécessaire à terme de rompre avec le mode de production capitaliste, et d'avancer vers un mode de production socialiste, débarrassé du parasitisme de la bourgeoisie.

Or, le socialisme n'est plus une perspective immédiatement saisissable pour les masses exploitées.

C'est pourquoi nous avançons des revendications transitoires, pour la mobilisation des masses, pour la construction d'une telle organisation révolutionnaire. Nous revendiquons :

- **Arrêt immédiat des frappes françaises** en Syrie et le retrait des troupes françaises d'Afrique et du Moyen Orient, seule position permettant d'avancer vers une paix réelle
- contre la fermeture des usines, **nationalisation sans indemnité, ni rachat** ; expropriation des trusts, des groupes capitalistes (Alstom, Bolloré, SFR, Bouygues, ...)
- contre la liquidation du Code du travail, **abrogation de la loi El Khomri, un seul contrat le CDI, interdiction des licenciements**, échelle mobile des heures de travail c'est-à-dire répartition de l'ensemble du travail social entre tous les travailleurs pour en finir avec le chômage !
- pour la défense du pouvoir d'achat, **échelle mobile des salaires**, indexés sur le coût de la vie, salaire minimum et salaire maximum
- contre la mise en cause du statut des fonctionnaires, **un seul recrutement, le concours ; ouverture massive des postes aux concours** ; non aux primes de fonction et au mérite ; non à l'allongement les carrières
- pour le droit à la santé, abrogation de la loi Hôpital qui supprime des milliers de lits et diminue l'offre de soins ; **gratuité des soins, expropriation des trusts pharmaceutiques** ; fin des exonérations de cotisations patronales, augmentation en tant que de besoin

etc. ...

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire

Les centrales syndicales de travailleurs doivent aussi se prononcer sur ces éléments de programme. Elles ne peuvent comme le font FO et la CGT rester dans une neutralité au nom de l'indépendance politique. D'ailleurs ce positionnement est loin d'être neutre et permet au contraire au capital et à ses défenseurs de poursuivre leur concassage des acquis ouvriers.

Les directions syndicales ont souvent montré leur duplicité avec les pouvoirs en place. Les travailleurs doivent se réappropriier leurs organisations syndicales et exiger de leurs directions de reprendre les éléments prioritaires de programme et qu'ensemble avec les partis politiques, PCF, PG, NPA, LO mais aussi les frondeurs du PS, ils organisent des meetings, des rassemblements, des manifestations pour défendre ce programme.

Nous, militants organisés autour du Groupe Révoltes disons que les frondeurs du PS, fondateurs d'EELV, militants du PCF, du PG ont la responsabilité de combattre sans plus attendre la politique patronale du gouvernement Hollande et de porter ensemble un programme de défense de la classe ouvrière.

Nous disons : on vous soutiendra tant que vous appliquerez une politique conforme aux intérêts des travailleurs. En attendant, nous œuvrons à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, et d'une internationale ouvrière révolutionnaire car jusqu'à ce jour vous ne nous avez pas démontré autre chose que votre incurie à gérer le bien être des masses et votre propension à accroître les gains du capital.

Les questions politiques posées par la mobilisation contre la loi Travail

Mouvement à la base contre conciliation bureaucratique

C'est bien la mobilisation spontanée, à la base, y compris dans les syndicats, dans les lycées et les facs qui a imposé le mot d'ordre de RETRAIT TOTAL du projet de loi travail.

C'est cette même mobilisation spontanée qui, via les réseaux sociaux, pétition et appel Facebook à la Grève générale pour le 9 mars, a lancé le mouvement, alors que les directions syndicales se contentaient fin février de critiquer le projet de loi et de demander poliment au gouvernement d'en retirer quelques aspects.



Les coordinations étudiantes et les syndiqués ont déclaré que ce projet de loi n'était NI NEGOCIABLE, NI AMENDABLE. Mais cette exigence n'a pas été entendue par les responsables syndicaux salariés et étudiants qui ont continué à rencontrer le gouvernement et les parlementaires, se situant de fait sur le terrain des amendements.

Après la manifestation du 9 mars, qui a rassemblé 500 000 manifestants, du jamais vu depuis les élections de 2012, après celle du 31 mars avec plus de 1 million de manifestants, la perspective de la grève générale était ouverte.

Mais les directions syndicales ont multiplié les journées d'action : le samedi 9 avril puis le 28 et le 12 mai, le 17, le 19.

De ce fait la mobilisation a commencé à faiblir alors que les députés commençaient l'examen du projet de loi.

La CGT réunie en congrès à Marseille, sous l'impulsion gauchiste (notamment du POI), lançait un appel à la reconduction de la grève boîte par boîte alors que le projet de loi arrivait à l'Assemblée nationale, c'était à l'Assemblée qu'il fallait manifester en masse.

L'appel des Goodyear a bien ciblé l'enjeu de la mobilisation : aller manifester en masse, à plus d'un million à Paris. C'est bien pour cela, que l'appareil confédéral les a empêchés de s'exprimer au 51ème congrès. L'art des contretemps est l'art des contre-révolutionnaires.

Un autre gouvernement était possible, un gouvernement issu de la majorité PS-Front de gauche

Le mouvement spontané encore une fois, a réagi à l'annonce de Valls de faire passer son projet de loi Travail, faute de majorité parlementaire, par le 49-3, arme ultime des institutions de la Vème République bonapartiste.

La pétition Facebook appelait à interpeller les députés ; la direction de la CGT a également organisé en avril l'interpellation de tous les députés, y compris des partis totalement bourgeois ; le 3 mai, un rassemblement sous forme de pique-nique était organisé aux Invalides, non loi du Palais Bourbon. Un petit groupe a tenté d'aller manifester à l'Assemblée nationale.

Ce qui a manqué dès le commencement de l'examen du projet de loi en commission puis en séance plénière, c'est que la mobilisation soit organisée centralement par toutes les

directions syndicales, en direction de l'Assemblée Nationale, pour interdire aux députés, à la majorité du PS de voter la loi.

Rappelons en Grèce il y a quelques années, quand les masses manifestaient sur la place Syntagma, devant le parlement contre les mesures d'austérité : les députés étaient obligés de s'y rendre en hélico !

Sur le terrain parlementaire, c'est le 49-3 qui a été imposé par Valls et ses valets à l'Assemblée. Les frondeurs du PS n'ont pas été capables de présenter une motion de censure de « gauche ». Menacés d'être exclus du PS par Valls, certains ont refusé de la soutenir et elle n'est pas passée à deux voix près. Il n'était pas concevable, comme l'ont fait les députés PC de voter une motion de censure des Républicains, qui fustigent le gouvernement de n'être pas assez ferme avec la « chienlit », utilisant les termes des gaullistes contre Mai 68.

La jonction entre la mobilisation dans la rue et l'opposition des frondeurs à l'Assemblée était possible et nécessaire. Un autre gouvernement était immédiatement possible : un gouvernement débarrassé de Hollande et Valls, un gouvernement issu de l'opposition au sein du PS alliée au Front de gauche (PCF-PG).

En l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire en France, les travailleurs ont besoin de l'unité de toutes les organisations qui ont encore un lien avec la classe ouvrière, ils ont besoin d'un Front unique pour défendre un programme ouvrier.

La majorité de députés du PS, y compris les parlementaires du PCF et du PG, n'a pas été élue pour mettre en place cette politique mais pour rompre avec la politique de Sarkozy, avec la politique en défense du capital et du patronat.

Nous, militants du Groupe Révoltes nous n'avons aucune illusion, ni en ces députés PS, PCF ou PG, ni dans les institutions de la Vème République qui permettent au gouvernement de museler l'opposition à l'Assemblée Nationale.

Mais en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire indispensable pour conquérir le pouvoir et en finir avec le capitalisme, nous n'avons d'autre choix que d'utiliser les organisations dont nous disposons : au plan syndical (CGT, FO, Solidaires, SUD) et au plan politique (NPA, PCF, PG et frondeurs du PS). Nous n'avons pas plus confiance dans les bureaucraties syndicales que dans les partis qui jusque là, face à l'histoire, ont toujours conduit les masses à l'impasse.

Mais il y a une contradiction majeure entre le vote de 2012 qui a porté les candidats du PS et dans une moindre mesure du Front de gauche au pouvoir, à l'Élysée et à l'Assemblée Nationale et la politique d'un gouvernement non élu.

Les institutions de la Vème République sont anti-démocratiques et bonapartistes. Le Président gouverne au-dessus des partis et est garant de ces mêmes institutions bourgeoises. Le simple vote, même s'il est nécessaire au moment des élections pour chasser les partis bourgeois du pouvoir ne peut être une fin en soi permettant la défense des intérêts de la classe ouvrière.

La mobilisation contre la loi travail s'est de fait centrée contre toute la politique du gouvernement Hollande-Valls. Il ne pouvait reculer sur cette loi qu'en étant menacé de sauter. C'est bien ce qu'ont cherché à éviter à tout prix les dirigeants syndicaux inféodés à l'État bourgeois en refusant d'appeler à la grève générale, grève politique contre le gouvernement.

Au-delà, on ne peut se débarrasser du PS qu'en construisant un véritable Parti Ouvrier Révolutionnaire en France et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire dans le monde.

VIOLENCES POLICIERES

Au moment où l'État dote les BAC (Brigades Anti Criminalite) d'armes de guerre et alors que le Parlement discute d'une suppression des règles d'ouverture du feu par les forces de l'ordre, l'ONG française des droits de l'homme, ACAT (Association Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture) publie, le 14 mars 2016 un rapport accablant sur les violences policières.

Leur analyse fait apparaître un glissement dans la doctrine du maintien de l'ordre: *« on glisse d'une conception où l'on maintenait à distance des manifestants à une conception où l'on vise les manifestants »*. C'est flagrant avec le Flash Ball, capable de tirer des balles en caoutchouc à la vitesse d'un TGV.

C'est ainsi que l'ONG dénombre depuis 2005, [date du meurtre par la police de Zyed et Bouna], bien qu'aucun chiffre n'ait été publié, contrairement aux forces de l'ordre, au moins un mort et 39 blessés graves dont 21 ont perdu l'usage d'un œil. 30% de ces victimes sont mineures.

L'utilisation du "Taser" aurait entraîné la mort de 4 personnes.

Bien entendu, les violences policières s'exercent en priorité contre les jeunes, « bronzés » et les salariés. Mais les paysans, les "Bonnets Rouges" peuvent sans crainte s'en prendre aux bâtiments publics.

Par ailleurs, ce rapport dénonce l'impunité dont jouissent les policiers. Impunité d'autant plus assurée qu'ils ne sont que rarement déférés devant la justice, qui, en toutes hypothèses, se montre clémente.

Ce rapport trouve à s'illustrer dans la période actuelle où les forces de l'ordre, sous l'œil bienveillant du gouvernement, se déchaînent envers les manifestants contre la "loi travail".

Les blessés se comptent par dizaines, l'attitude des forces policières est inqualifiable (manifestants tabassés, tirés par les cheveux, insultés, menottés, policiers de la BAC déguisés en casseurs). Le 9 avril à Paris, des grenades lacrymogènes ont été tirées d'un hélicoptère de la Sécurité Civile.!!!!

Les manifestants sont arrêtés, placés en garde à vue et déférés immédiatement devant le juge, ce qui interdit à leur avocat de préparer leur défense.

Des collectifs s'organisent dans la rue et sur les réseaux sociaux pour surveiller et contrer les violences policières et cette politique de répression systématique. En fait, le recours à la violence s'est généralisé et banalisé depuis l'instauration de l'état d'urgence. Ainsi Eric Fassin, sociologue, parlant de l'affiche de la CGT stigmatisant les violences policières et de l'attitude des pouvoirs publics : *"lorsqu'on accepte et trouve normal des abus policiers et qu'on ne s'inquiète pas de ces abus, mais de ceux qui les dénoncent, il y a danger"*.

« Les Fronts populaires mènent soit au fascisme, soit au socialisme »

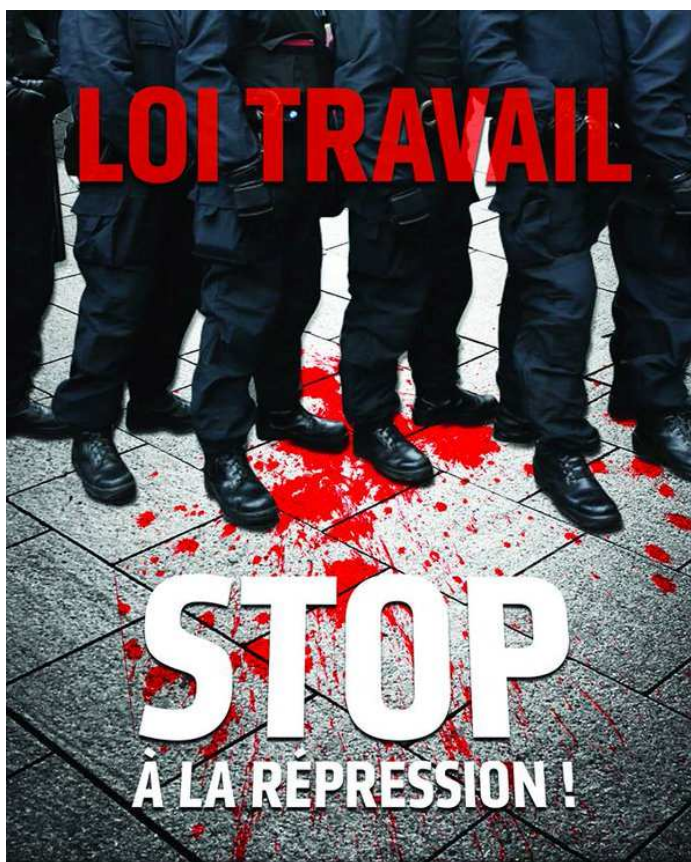
Le XIX^e congrès de l'Organisation Communiste Internationaliste (trotskyste) adoptait en 1974 la résolution politique suivante :

"Derrière la façade du gouvernement de front populaire se regroupent les forces les plus réactionnaires surgies des profondeurs de l'État bourgeois et de la société bourgeoise : armée, police, etc. soutenues et organisées par le capital financier, qui prépare le bain de sang. Au cas où le Front Populaire ne parvient plus à contenir les masses, ces forces réactionnaires font brutalement irruption et tentent de noyer le mouvement des masses dans un bain de sang. Au cas où les gouvernements de Front Populaire ont déjà eux-mêmes engagé la répression, elles surgissent également et poursuivent jusqu'au bout la répression sanglante sans ménager d'ailleurs les dirigeants du Front Populaire".

Le gouvernement Hollande est un gouvernement de type Front Populaire et le démontre clairement.

En prenant en charge les besoins de la bourgeoisie, il bouche les perspectives politiques électorales et amène à un rejet profond du parti social-démocrate traditionnel (le PS) par la classe ouvrière. Sa propre politique au compte de la bourgeoisie le déstabilise et le rend faible politiquement. A ce moment-là, soit la classe ouvrière le pousse dans ses derniers retranchements ce qui ouvre la voie à la constitution d'un Parti ouvrier révolutionnaire, soit les forces bourgeoises réactionnaires (comme au Brésil) organisent plus ou moins démocratiquement sa destitution.

02/05/2016



A bas la guerre impérialiste en Syrie ! Arrêt des bombardements de toutes les puissances impérialistes, russe, américaine, française ... A bas l'accord russo-américain légitimant le dictateur Bachar El Assad !

Pour l'accueil sans condition des migrants en France, droit d'asile illimité, droit à l'hébergement, droit au travail, scolarisation de tous les enfants !

Le régime de Bachar El Assad extermine le peuple syrien sous les yeux complaisants de toutes les puissances impérialistes, Russie, États-Unis, France ...

Le régime de Bachar El Assad est en grande partie responsable du massacre depuis 2011 de plus de 400 000 Syriens. Il peut mener son offensive, aujourd'hui contre Alep Est, bastion de la révolution de 2011 car il est appuyé directement par la Russie et l'Iran, et soutenu, via l'accord Kerry-Lavrov de septembre, par les puissances impérialistes qui siègent à l'ONU, dont la France. La résolution 2254 du Conseil de sécurité de l'ONU de décembre 2015 a laissé la porte ouverte au maintien de Bachar El Assad au pouvoir.

DAECH soutenu par la Turquie, l'Arabie Saoudite, le Qatar, amis des puissances impérialistes, USA, France ...

Le peuple syrien, celui qui s'est mobilisé contre la dictature de Bachar El Assad, est pris en étau entre le régime d'Assad et DAECH.

Certains groupes djihadistes, proches des Frères musulmans, sont regroupés au sein de l'ASL (Armée syrienne libre), soutenue jusqu'à l'été 2014 par les États-Unis. Ils sont directement financés par les monarchies pétrolières et la Turquie qui veut en finir avec les Kurdes.

Certains combattants kurdes combattent aux côtés de l'ASL, sous commandement américain contre Daech. Ils engagent ainsi un combat pour l'instauration d'un État kurde, ce que refuse Erdogan qui soutient les djihadistes contre les Kurdes.

Les frappes aériennes des puissances impérialistes, américaines, françaises en Syrie ont démarré en septembre 2014. C'est d'ailleurs à la suite que les attentats en France ont débuté. Les puissances impérialistes sont responsables du massacre de civils en Syrie.

La Syrie, théâtre d'affrontement entre puissances impérialistes qui exercent leur influence au Moyen-Orient

Bachar El Assad et Daech peuvent faire la guerre en Syrie car ils sont aidés et soutenus directement ou indirectement par des fractions impérialistes opposées qui tentent de conserver leurs positions pour les uns ou de prendre des positions pour les autres dans la Région.

La Russie et l'Iran tentent de prendre des positions stratégiques pour sécuriser l'approvisionnement pétrolier.

Les tensions entre les États-Unis, l'Arabie Saoudite et les monarchies pétrolières sont ravivées par les excédents pétroliers qu'affichent les États-Unis, responsables directement de la chute du prix du baril.

Les pays dont la production dépend en tout ou partie de la rente pétrolière, connaissent une situation économique difficile. C'est une des raisons de l'explosion du « printemps arabe » dans certains pays disposant de moins de marge de manœuvre pour saupoudrer la rente pétrolière.

A la différence de la Tunisie ou de l'Égypte où les peuples ont pu se débarrasser de leur dictateur, la Syrie a immédiatement été au centre de manœuvres impérialistes, soutenant Assad d'un côté et Daech de l'autre avec comme résultat l'écrasement de la révolte du peuple syrien. Sans ces soutiens impérialistes, il y a fort à parier que le peuple syrien aurait pu venir à bout d'Assad comme de Daech.

Mais à la différence de la Tunisie et de l'Égypte, il n'existe pas la même force sociale ouvrière organisée en Syrie, qui ne connaît pas le même degré de développement capitaliste. La Syrie est une porte d'entrée en Méditerranée pour le commerce en direction de l'Asie. Sa traversée est stratégique pour l'approvisionnement des ressources en pétrole et gaz. Sa proximité avec Israël lui confère un statut particulier pour le maintien de l'ordre au compte de l'impérialisme, notamment US et à la suite anglais, français ..., des populations arabes. Le clan alaouite minoritaire des Assad a toujours joué ce rôle de chien de garde de l'impérialisme, trahissant le soutien du peuple syrien au peuple palestinien contre l'État colonial d'Israël.

La révolution spontanée de 2011, portée par le vent de révoltes du printemps arabe a souffert de son manque de préparation dans un pays stratégique pour l'impérialisme. L'impérialisme américain a laissé pourrir la situation, n'intervenant pas directement comme en Irak, où son intervention a semé le chaos militaro-politique laissant la place libre aux bandes réactionnaires djihadistes. Les puissances régionales avaient donc la place libre pour soutenir pour les uns le pouvoir d'Assad (Russie, Iran) et pour les autres les bandes armées djihadistes (Turquie, monarchies du Golfe). Toutes ces interventions, renforcées par les frappes aériennes américaines et françaises notamment, ont un objectif : éradiquer toute tentative de révolte en Syrie et plus largement montrer aux masses du Proche/Moyen-Orient et au-delà du Maghreb, que les révolutions se finissaient dans un bain de sang. C'est ce qui arriva également, il y a un peu moins de trente ans, dans un autre contexte où la bureaucratie du Kremlin a empêché la révolution ouvrière de triompher en Iran : le peuple iranien qui, après avoir chassé le Chah, à la solde de l'impérialisme américain, a dû subir le pouvoir des Mollahs.

L'histoire nous enseigne qu'une révolution doit se préparer, s'organiser, grâce à des organisations révolutionnaires préparées, grâce à des militants aguerris. L'objectif politique doit également être défini par ces organisations : dans le cadre du système capitaliste, il faut en permanence combiner les revendications démocratiques, de liberté d'organisation, de manifestation, de vote etc avec des revendications économiques et sociales, remettant en cause la propriété capitaliste et la domination de l'impérialisme.

Front unique ouvrier contre l'impérialisme français :

A bas la guerre impérialiste en Syrie ! Arrêt des bombardements de toutes les puissances impérialistes, russe, américaine, française ... A bas l'accord russo-américain légitimant le dictateur Bachar El Assad !

Pour l'accueil sans condition des migrants en France, droit d'asile illimité, droit à l'hébergement, droit au travail, scolarisation de tous les enfants !

5 millions des réfugiés syriens ont fui leur pays et se réfugient dans les pays voisins de la Syrie, comme le Liban, la Jordanie, la Turquie, l'Irak et l'Égypte. La France a accueilli 1 800 réfugiés syriens ! Le gouvernement Hollande pratique une politique honteuse de fermeture des frontières !

La responsabilité du mouvement ouvrier en France est écrasante.

Le Parti Socialiste dit soutenir un changement démocratique en Syrie, l'arrêt des bombardements russes et a appelé aux rassemblements ce moi de décembre en soutien au peuple syrien. Mais à aucun moment il ne remet en cause l'intervention armée de l'État français.

Quant au PCF, il soutient les résolutions de l'ONU qui envisage une solution de transition politique avec le dictateur sanguinaire Assad. Le parti communiste ne remet pas non plus en cause les frappes aériennes de l'État français.

Le sieur Mélenchon choisit quant à lui, pour mieux servir les intérêts de l'impérialisme français de troisième rang, la carte de l'alliance avec la Russie contre les impérialismes américain et allemand. Au lieu d'être le représentant de tous les ouvriers du monde, il choisit de subordonner la classe ouvrière en France à sa propre bourgeoisie. C'est ce qui l'amène à soutenir l'intervention russe pro-Assad qui assassine des centaines de milliers de syriens.

Au contraire, la responsabilité des organisations du mouvement ouvrier, partis et syndicats est de se prononcer très clairement :

- **A bas la guerre impérialiste en Syrie !**
- **Arrêt des bombardements de toutes les puissances impérialistes, russe, américaine, française ...**
- **A bas l'accord russo-américain de septembre 2016 légitimant le dictateur Bachar El Assad ! A bas la résolution 2254 de l'ONU de décembre 2015 !**

- **Pour l'accueil sans condition des migrants en France :**
 - **NON aux quotas ! ouverture des frontières**
 - **droit d'asile sans condition,**
 - **droit à l'hébergement,**
 - **droit au travail,**
 - **scolarisation de tous les enfants !**



Pourquoi le milliardaire Trump l'a-t-il emporté sur la favorite des banques ?

Ou comment la politique sécuritaire et anti-ouvrière de Bill Clinton et Barack Obama a-t-elle favorisé l'élection de Donald Trump ?

Plutôt de se demander comment Hillary Clinton a pu laisser échapper la victoire, mieux vaut revenir sur la politique menée depuis plus de 30 ans de destruction des emplois alternativement par les partis bourgeois démocrate ou républicain!

En 2008, après le crash boursier, Obama a volé au secours des banques et permis l'expulsion de leurs maisons de millions d'Américains ruinés par la crise financière. Beaucoup ont fait payer la facture au parti démocrate et ont rejoint Trump par colère et frustration.

Comment le parti démocrate a-t-il pu sous-estimer cette colère ? Sans doute par ignorance et mépris de ces millions de salariés victimes de l'état de délabrement des infrastructures du pays : villes industrielles en friches, équipements sociaux privatisés ou inexistantes. 50 millions d'Américains (1 sur 7) vivent en dessous du seuil de pauvreté fixé à 24 500 \$ par an pour une famille de 4 personnes. L'Obama care a surtout profité à l'industrie pharmaceutique et aux compagnies d'assurances. Dans le même temps, les prisons se sont remplies (25% des prisonniers dans le monde sont Américains alors que la population des États-Unis ne représente que 4% de la population mondiale). Aucune force politique – partis ou syndicats – n'a pris la défense des laissés pour compte dont un grand nombre a voté pour Trump en désespoir de cause. Le mépris des démocrates pour les masses populaires s'est exprimé par le ton moralisateur et condescendant utilisé contre « ces électeurs pitoyables » comme l'a dit Clinton.

Les sondages et la presse n'ont pas vu ou voulu voir venir le coup. Clinton ne s'est même pas déplacée dans le Wisconsin, ancien état industriel traditionnellement acquis au vote démocrate et qui a infligé une lourde défaite à Clinton qui n'a jamais mesuré les effets dévastateurs de la crise industrielle sur la population laborieuse ! Il suffit de se rendre dans l'État du Michigan, fleuron de l'industrie automobile, pour voir l'ampleur du désastre.

Trump, emprunté de populisme, a fait semblant de s'intéresser à leur sort. Il a présenté aux ouvriers américains des boucs émissaires : les travailleurs mexicains, les illégaux, les musulmans et les Chinois, tout en raflant une partie des votes de la petite et moyenne bourgeoisie à laquelle il a promis allègements de charges, baisse des impôts, investissements dans la construction, etc ... Wall Street ne s'y est pas trompé : après une chute des actions, la bourse a repris rapidement de la vigueur !

Et si des millions de femmes et de Latinos ont voté Trump, c'est parce qu'à aucun moment le parti démocrate – parti bourgeois - n'a pris en compte leurs revendications. Certes, leur réveil va être dur car le milliardaire Trump est tout sauf un homme du peuple, lui qui a fait fortune sur le dos des ouvriers américains et immigrés, tellement moins chers ! Il possède 500 entreprises dans le monde.

Trump – entouré d’une bande de gangsters non exempts de conflits d’intérêts- va défendre les intérêts capitalistes américains dans le cadre – non pas d’un État fasciste – mais d’un État-Entreprise dont le premier souci est de réduire le coût de la main-d’œuvre, dans le respect des institutions faites sur mesure dans ce but !

Et l’équipe de Trump est entièrement constituée de gros bras (voir Libé du 23/11) prêts à affronter violemment toutes luttes ouvrières ou simplement démocratiques qui entraveraient ses plans. Dans un pays où chaque jour 3 afro-américains sont tués par la police, aucune justice n’est rendue aux victimes malgré les manifestations de soutien. Et ces assassinats se produisent principalement dans les villes ruinées par la crise industrielle où emplois et aides sociales ont disparu. Même les lanceurs d’alerte comme Snowden sont poursuivis pour entrave aux intérêts américains (c’est-à-dire des entreprises américaines).

Il y aura sans doute des mouvements de désobéissance civile mais le parti républicain est majoritaire au Sénat, à la chambre des Représentants, à la Cour suprême : il contrôle tous les rouages de l’État. Même si tous les Républicains ne sont pas prêts à donner carte blanche à Trump, il faudra un formidable mouvement social pour ébranler son pouvoir.



Situation politique au Brésil : pour un gouvernement du seul PT, sans partis ni ministres bourgeois !

Porté au pouvoir en 2002 par les masses brésiliennes, le Parti des Travailleurs brésilien (PT) s'est d'emblée allié aux partis bourgeois, d'abord avec le Parti libéral, puis avec le parti bourgeois dit de « centre droit », le Parti du Mouvement Démocratique Brésilien (PMDB).

Le PT de Dilma Rousseff gouverne avec ce parti bourgeois qui est aujourd'hui à la manœuvre pour le destituer du pouvoir.

Si le gouvernement dirigé par le PT a servi les intérêts de la bourgeoisie brésilienne, il est néanmoins l'expression politique du vote ouvrier, ce qui est insupportable pour la bourgeoisie, qui entend mener des réformes décisives contre la classe ouvrière brésilienne.

Cette bourgeoisie brésilienne aux abois cherche à s'attaquer à tous les acquis ouvriers, à privatiser les secteurs clés de l'économie afin de tenter de restaurer ses profits.

La politique du gouvernement de type Front populaire dirigé par le PT amène de fait au retour, y compris par un « coup d'état » institutionnel, des partis bourgeois au pouvoir.

Les mobilisations des masses brésiliennes contre les politiques d'austérité du gouvernement Dilma Rousseff, faute de perspective politique, sont accaparées par la bourgeoisie.

Comment sortir de cette impasse ? Entre destitution de Dilma Rousseff et défense du gouvernement de type Front populaire, d'alliance entre le PT et des partis bourgeois, quelle autre issue politique ?

Le Brésil en récession

Le Brésil connaît depuis deux années une récession économique sans précédent depuis les années 30, avec un recul du PIB de plus de 3% depuis 2015. Le gouvernement dirigé par le PT a annoncé de nouvelles coupes budgétaires, notamment dans les dépenses sociales. Cette récession est essentiellement due à une baisse de la demande intérieure, alors que les exportations ne bénéficient d'un regain de compétitivité que grâce à la dépréciation du réal brésilien (- 50% en un an).

L'économie brésilienne a été fortement touchée par la chute des cours des matières premières, dont ceux du pétrole et par le recul de la demande chinoise.

Le chômage continue sa progression (+de 10% de chômeurs) et touche de plus en plus les couches intermédiaires.

Le temps des programmes de charité du premier gouvernement Lula est terminé, il n'y a plus de grain à moudre.

La politique bourgeoise du gouvernement de Front populaire du PT, soutenue par la CUT

Jusqu'à la crise de 2008, la politique du gouvernement Lula a été d'ordonner des mesures de saupoudrage permettant de répondre politiquement à sa base sociale sans scier les fondements de la société capitaliste tout en œuvrant à la constitution d'un marché intérieur.

Mais la crise mondiale a obligé le gouvernement dirigé par le PT à accentuer les coups portés au prolétariat pour redonner des marges de manœuvre à la bourgeoisie.

Ainsi, le gouvernement de Dilma Rousseff a multiplié les mesures en faveur de la bourgeoisie : exonérations fiscales, baisse des cotisations patronales, plan de privatisations pour plus de 100 milliards de dollars. Le second Plan d'Accélération de la Croissance (PAC 2)

concocté en 2010 par Lula et Roussef avant l'investiture de cette dernière, est l'incarnation de cette politique : 400 milliards d'euro de gros travaux pour moderniser les infrastructures (routes, voies ferrées, réseaux d'eau et d'électricité) dont 191 milliards consacrés uniquement à la mise en exploitation des ressources pétrolières sous-marines. Il s'agit évidemment avant tout de permettre aux capitalistes de trouver des débouchés à leurs capitaux pour pouvoir faire du profit. Accessoirement, charité oblige (mais surtout pression des masses !), une partie de cette somme a été consacrée à la construction de logements (le programme « ma maison, ma vie ») : loin de solutionner le cruel manque de logements dignes, cela se traduira par une aide aux familles les plus pauvres pour financer leur logement.

Le prolétariat brésilien a une place particulière en Amérique latine de par son nombre, sa concentration dans les immenses mégapoles brésiliennes, mais aussi par la combativité exemplaire dont les travailleurs et la jeunesse ont souvent fait preuve. Après avoir constitué, contre la répressive dictature militaire, le Parti des Travailleurs et la Centrale Unique des Travailleurs, les masses ont affronté à plusieurs reprises le gouvernement Lula.

Le PT, dont les dirigeants sont massivement corrompus, et sur le plan syndical la CUT, dont la politique de participation est de la collaboration pure et simple avec le PT et ses gouvernements bourgeois, sont tous deux inféodés à la défense des intérêts bourgeois. Loin de baisser les bras contre cette corruption, nombre de salariés, de jeunes, de paysans et de pauvres ont posé ouvertement la question de la construction de nouvelles organisations ouvrières.

Ainsi, un processus de construction d'une nouvelle centrale syndicale indépendante du pouvoir a émergé ces dernières années.

Ainsi, en avril 2012, s'est tenu le congrès de la formation de la Centrale Syndicale et Populaire – CSP – Conlutas qui a affirmé dans ses objectifs « *unir tous les secteurs exploités et opprimés de notre classe en une lutte commune, de classe, contre le capital et ses agents.* »

Mais cette jeune organisation, dont la constitution a été le théâtre d'affrontement entre les deux principaux courants trotskystes-morenistes -le PSOL (Parti du Socialisme et de la Liberté) et le PSTU (Parti socialiste des travailleurs unifié) - a déjà montré ses propres limites. La participation de ses dirigeants aux discussions impulsées par le gouvernement de Roussef la plonge immédiatement dans le bain boueux du compromis social, vers la collaboration de classe.

Les mobilisations anti austérité et anti-corruption et leur récupération

En juin 2013, les masses brésiliennes protestaient contre l'augmentation des prix dans les transports, le coût de l'éducation et de la santé, mettant à l'index la corruption des élites politiques dont celles du PT. Les jeunes diplômés ne trouvant pas d'emploi se sont massivement investis dans cette mobilisation « antisystème ».

Faute de perspective politique, cette puissante mobilisation qui a fait trembler le pouvoir, a été récupérée au compte de la bourgeoisie.

Ainsi, plusieurs éditorialistes et politologues brésiliens constataient la récupération politique de la mobilisation de juin 2013. Marco Aurélio Weissheimer, chroniqueur à Carta Maior, décrit ainsi :

« Ce qui avait commencé comme une grande mobilisation sociale contre l'augmentation des billets de bus et la défense d'un transport public de qualité est en train de déboucher, sous nos yeux, sur une expérience sociale incontrôlable possédant des caractéristiques fascistes on ne peut plus méprisables (...). Dans la nuit de jeudi à vendredi, tous les traits constitutifs de notre démocratie ont été menacés et attaqués, de diverses manières et dans plusieurs villes du pays. De la violence policière ? Il y en a eu, certes. Mais ce qui s'est passé hier n'est

pas moins grave (...) : attaques perpétrées contre des militants de gauche et expulsion de ces derniers des manifestations, attaques contre des sièges de partis politiques et d'institutions publiques (...). Et ce ne sont pas seulement des militants pétistes qui ont été agressés et expulsés (...). Dans plusieurs villes du pays [ces agressions] se sont également multipliées contre des militants du PSOL, du PSTU, du MST (partis d'origine trotskyste, morenistes et mouvement des sans terre, et même contre certaines personnes qui ne représentaient qu'elles-mêmes (...)) » (21 juin 2013).

A la suite de ces événements, le MPL (Movimento Passe Livre, qui lutte pour la gratuité des transports), à l'origine du mouvement, annonçait d'ailleurs lui aussi publiquement son désengagement et appela ses militants à cesser l'action, dénonçant la violence envers les partis et militants de gauche, l'instrumentalisation de la protestation par des médias à la botte de l'opposition et son infiltration par des militants néofascistes.

Les élections d'octobre 2014 ont marqué un affaiblissement du PT qui s'est néanmoins maintenu au pouvoir grâce au vote des classes populaires du Nord et Nord-Est, qui ont bénéficié du programme de saupoudrage social, leur garantissant un revenu de substitution.

La stratégie d'impasse des organisations pseudo-trotskystes

Après l'agitation sociale que suscite le gouvernement de type Front populaire dirigé par le PT, comme expression contradictoire entre son origine sociale ouvrière et sa politique de défense de la bourgeoisie brésilienne, la bourgeoisie entend désormais reprendre le pouvoir pleinement en destituant le gouvernement Dilma Rousseff à bout de souffle afin d'imposer une défaite majeure à la classe ouvrière, y compris en menaçant sa représentation sous forme de parti et de syndicat.

Le Congrès a voté la destitution du gouvernement Dilma Rousseff après avoir refusé fin 2015 de voter les comptes publics, maquillés de dette publique. La Présidente protège son ancien mentor Lula, impliqué, comme l'actuel Vice-président du parti bourgeois PMDB, Michel Temer, dans des affaires de corruption de la compagnie pétrolière nationale Petrobras. Lula tente le tout pour le tout pour sauver le gouvernement d'alliance avec la bourgeoisie.

Pendant ce temps, quelle est l'orientation des organisations de l'ex Quatrième Internationale ? Il existe deux tendances pseudo-trotskystes : le PSTU¹ moreniste et le PSOL² pabliste proche du NPA français. Le PSTU dirige également la CSP-Conlutas.

Le PSTU et CSP-Conlutas prônent la grève générale pour renverser le gouvernement Dilma pour le remplacer par un gouvernement ouvrier, élu par des conseils ouvriers. Dans l'immédiat, le PSTU appelle à des élections générales sur la base de « tous dehors » mais sans donner de solution au pouvoir avec le risque que ces élections soient remportées par les partis bourgeois.

Quant au PSOL, il défend le gouvernement Dilma contre le « coup d'état » institutionnel faisant croire que ce gouvernement est celui des travailleurs.

Entre rejet total ouvrant la voie à la reprise en main complète du pouvoir par les partis bourgeois et soutien sans faille au gouvernement Dilma rejeté par les masses, quelle autre perspective politique ?

¹ qui est une scission du courant trotskyste à la constitution du PT en 1980

² qui est issu d'une scission du PT en 2004 et qui dispose de quelques parlementaires

Quelle perspective politique ? Pour un gouvernement du seul PT, sans partis ni ministres bourgeois

Le gouvernement dirigé par le PT est de type Front populaire car il associe un parti ouvrier bourgeois, le Parti des Travailleurs à des partis totalement bourgeois (parti libéral puis PMDB), ce qui donne des garanties à la bourgeoisie de ne pas toucher à la propriété capitaliste. Les gouvernements Lula et Dilma Rousseff ont sur cette base entrepris des réformes contraires aux intérêts de la classe ouvrière brésilienne, même si dans le même temps, ils saupoudraient de quelques revenus sociaux les masses, sans changer leur condition.

Le PT au pouvoir a été très logiquement confronté à des mobilisations contre les politiques d'austérité. Faute de perspective politique, ces mobilisations sont désormais récupérées par les partis bourgeois réactionnaires. Une partie des masses brésiennes est cependant attachée à l'existence de leur parti traditionnel, le PT, au pouvoir. Ils sont descendus par centaines de milliers dans la rue pour le défendre contre le « coup d'état » constitutionnel orchestré par la bourgeoisie.

Il faut donc avancer aujourd'hui une perspective politique immédiate pour empêcher le « coup d'état » institutionnel tout en remettant en cause la politique bourgeoise du gouvernement du PT.

Les organisations ouvrières, partis et syndicats brésiliens, doivent donc avancer le mot d'ordre : **pour un gouvernement du seul PT, sans partis ni ministres bourgeois ! Dehors le PMDB ! Rupture de la CUT avec le gouvernement PT-PMDB ! A bas les politiques d'austérité ! Annulation de la dette ! Expropriation des trusts !**

22/04/2016



« Coup d'état plus jamais ça »



« Les droits des travailleurs ne sont pas négociables »

Manifestation pro-PT Rio de Janeiro– août 2015

Note de lecture

Sources : « *La Russie sous POUTINE* »

Jean-Jacques MARIE – PAYOT, 2016

L'accession de Poutine à la présidence de la Russie en 2000 a été saluée par G.W.Bush et par la presse économique occidentale pour la politique libérale annoncée, mais Poutine est souvent comparé à Staline ou à l'exercice du pouvoir par les nazis. Qu'en est-il de la politique du chef d'État russe ? Certes l'homme cultive le culte de la personnalité (« miracle divin » selon la hiérarchie orthodoxe, laquelle avait dit de Staline en 1943 qu'il avait été « désigné par dieu ») mais ces fanfaronnades masquent mal les faiblesses du pouvoir.



Le libéralisme s'est transformé en capitalisme d'État : les privatisations annoncées se sont heurtées aux crises financières (1993, 1998, 2008) : fuite des capitaux étrangers, chute du PIB, aggravée par l'effondrement du prix des hydrocarbures. Alors celui qu'on appelle « Putler » est-il à la tête d'un état totalitaire, fasciste, impérialiste à la conquête de l'Europe, du Moyen orient ? Sans doute pas plus que Staline n'a voulu instaurer le communisme dans le monde entier. Car la productivité économique reste faible, la corruption règne à tous les niveaux de l'État, le retard des nouvelles technologies subsiste. Certes le budget militaire est le 3^e après celui des États-Unis et de la Chine mais très loin derrière. Le nombre élevé de soldats (2,5 millions) est inversement proportionnel à leur productivité. La Russie est le paradis de la corruption, des mafias, des fonctionnaires vénaux et d'une bureaucratie parasitaire (ce qui n'est pas vraiment nouveau !).

La Perestroïka et la thérapie de choc des années 1985/99

La fermeture de centaines de milliers d'usines obsolètes a provoqué le licenciement de 15 à 20 millions de salariés, et des grèves, notamment celle de 500 000 mineurs en 1989 contre leur syndicat officiel, sans que cela débouche sur la création de syndicats indépendants.

Des « réformateurs » interviennent contre la nomenklatura soviétique ; le PCUS est dissout ainsi que l'URSS en décembre 1991. Ils mettent en œuvre des réformes sur les conseils du FMI et de la Banque mondiale : libération des prix (inflation de + 2500 %), abolition des droits de douane, réduction des dépenses publiques, privatisations massives. L'État distribue des vouchers (parts de capital) d'un montant de 10 000 roubles par personne, chacun s'empressant de les revendre pour quelques dizaines de roubles - entre le 1/10/92 au 3/01/93 - à des groupes : c'est la constitution d'énormes fortunes par le pillage, alors que 1/3 des habitants vivent alors en dessous du seuil de pauvreté et que l'État est en faillite, incapable de faire rentrer l'impôt. D'où d'énormes emprunts garantis sur les ressources minières et l'abandon du contrôle des régions qui deviennent des entités autonomes.

Ces processus expliquent le rejet total de la « démocratie de marché » par la population qui a perdu 70% de son épargne dans les années 90. La Perestroïka a donné naissance à «des entreprises financières contrôlées par des gangsters», à la dilapidation des richesses, à la fin de l'économie planifiée et a privatisé la propriété d'État. Poutine a qualifié cette période de « temps de l'humiliation, de la vassalité, de l'effondrement. »

Un héritage encombrant

Ancien agent du KGB à Dresde, élu municipal à Leningrad depuis 1991 (chargé de l'approvisionnement, ce qui fit le début de sa fortune ...), il est chargé par Eltsine de la sécurité intérieure (FSB) en 1998 puis 1^{er} ministre en août 1999. Il acquiert sa notoriété dans la guerre contre les Tchétchènes qu'il écrase suite à plusieurs attentats, ce qui donna de lui l'image d'un homme fort (notamment lors de la prise d'otages d'octobre 2002 où l'assaut des troupes russes firent 130 morts parmi les otages et 41 parmi les rebelles). Il renouvelle ses exploits en Ossétie du nord en septembre 2004, guerre coloniale contre la volonté d'indépendance des populations.

Il s'attaque également aux oligarques dont il confisque les biens et à l'autonomie des régions. Ses « réformes sociales » se traduisent par le report de l'âge de la retraite, la hausse des loyers, une hausse des frais d'éducation et de santé, une réforme fiscale qui fixe un taux d'imposition unique

égal à 13% ! Il privatise les chemins de fer en 2001. Le gaz est renationalisé pour remplir les caisses de l'Etat.

Ces mesures sont difficilement mises en œuvre en raison des oppositions qu'elles suscitent. Mais les opposants sont systématiquement éliminés. Le pouvoir policier est renforcé, aggravé par une corruption généralisée. Le code du travail est aussi « réformé » : les licenciements sont facilités, les CDD sont la règle et le droit de grève est limité.

Mais le faible poids économique et militaire pousse Poutine à se rapprocher de Washington et de l'OTAN, y compris lors de l'intervention US en Iraq en 2003. Cependant, l'homme d'affaires KHODORKOVSKI (groupe pétrolier Ioukos), très lié aux Américains, devient un obstacle au pouvoir de Poutine qui le fait arrêter en 2003 (pour le libérer en 2013). Car les clans ont besoin d'un homme fort pour consolider leur position.

Pour faire face aux « révolutions de couleurs », suscitées par les États-Unis et encercler la Russie, Poutine recentralise l'État et renforce son contrôle sur l'énergie et l'industrie d'armement. Gazprom est le seul autorisé à exporter du gaz en Europe. La vente d'hydrocarbures représente 50% des recettes de l'État. Sur les conseils du FMI et de la banque mondiale, les dépenses sociales sont réduites, notamment celles consacrées aux vétérans, alors que les droits de succession sont supprimés : ces mesures entraînent d'importantes manifestations en 2005. Les forêts sont également privatisées, ce qui entraîne la suppression de 70 000 postes de gardes forestiers et pompiers ... et des vastes feux de forêts difficilement maîtrisables. Un vaste plan de privatisation des logements à faible coût a pour conséquence la détérioration de bâtiments déjà fort délabrés, que les nouveaux propriétaires n'ont pas les moyens d'entretenir. Malgré ces mesures, Poutine reconnaît en 2006 que le budget militaire de la Russie est 25 fois inférieur à celui des États-Unis. D'où un accord avec ces derniers pour qu'une base de l'OTAN soit installée en Pologne contre l'Iran et que les avions puissent survoler le territoire russe. Ce n'est qu'en 2007 que le PIB de la Russie retrouve le niveau de 1991. Les capitaux étrangers sont autorisés : Renault investit 1 milliard de dollars et prend 25% du capital du trust automobile AUTOVAZ qui comptait plus de 100 000 salariés en 2007 et moins de 70 000 en 2010. Mais Carlos Ghosn ne veut en conserver que 40 000 ! La recentralisation de l'État a affaibli les dirigeants nationaux, a renforcé le pouvoir de l'État face aux oligarques, rois des années 90. La Russie semble échapper à la crise de 2008 au moment où le prix du pétrole est à 147 \$...

Une criminalité d'État

1) **L'armée** : c'est une machine à bizuter, à mutiler, à tuer. De mauvais traitements sont infligés aux soldats. 2 à 3 000 d'entre eux meurent chaque année sans combattre. Les appelés forment une main d'œuvre gratuite aux officiers. L'armée compte environ 800 000 hommes dont ¼ d'officiers qui arrondissent leurs soldes en vendant le matériel militaire à l'étranger. La corruption est générale. Et comme les médaillés militaires échappent à la prison, le système perdure. Poutine nomme des incapables à la tête des armées pour mieux les contrôler. Le budget militaire est en hausse mais l'industrie d'armement ne suit pas car une partie des crédits sert à la spéculation.

2) **la police** : ce sont des bandes armées légales sous payées et corrompues, chargées de réprimer toute opposition. La police compte environ 1 millions de fonctionnaires, auxquels s'ajoutent 3 millions de sbires appartenant à des milices privées.

3) **des groupes armés, les raiders**, sillonnent le pays pour rançonner ou s'emparer des entreprises, des camions de marchandises et des terres, avec la complaisance des magistrats et de la police. Pour résister, les professionnels s'organisent contre ces bandes en payant leurs propres milices ... Poutine a reconstitué la sécurité de l'État (le FSB, qui a remplacé le KGB progressivement démantelé) assurée par 100 000 hommes qui se déchirent pour le partage des prébendes : c'est la « guerre des tchékistes ». Poutine n'exerce sur eux qu'un pouvoir limité car ces hommes ont acquis des biens supérieurs aux avantages accumulés par les apparatchiks. La criminalité est donc organisée par les structures étatiques, ce qui infirme le mythe de l'ordre poutinien qui ne tient pas face à la connivence de la mafia et des forces de l'ordre.

Le bal des fantômes

En 1991 le PCUS comptait 15 millions de membres. Lors de sa dissolution en septembre 1993, personne n'a protesté ! Il a été remplacé par le Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRK), dirigé par la petite et moyenne nomenklatura écartée des charges, nationaliste et orthodoxe (sur le modèle de l'alliance entre Staline et l'Église en 1943), soutenant la propriété privée.

La **Douma** est une chambre d'enregistrement, sans pouvoir réel, mais dont les membres exercent un trafic d'influence et bénéficient de l'immunité parlementaire propice à tous les trafics. Aucun parti réellement indépendant n'est en mesure de s'opposer au Kremlin. Le Parti Libéral Démocrate de Jirinovski (bouffon provocateur, antisémite et chauvin) était soutenu par Poutine dans les années 90 pour que Russie Unie apparaisse comme un parti modéré ! Le Parti National Bolchevique (PNB) se réfère au nazisme fut créé en 1993 par Edouard Limonov et Alexandre Douguin. Il fut interdit en 2007. Il y eut de multiples tentatives pour créer un parti social démocrate (Gorbatchev s'y est essayé). En 2005, « Russie juste » fut constituée par la fusion improbable de courants divers et admise à l'Internationale socialiste (quand Ségolène Royal en était vice-présidente) aux côtés de Moubarak, de Ben Ali et de Gbagbo... Garry Kasparov (ex champion d'échecs) est favorable à l'ouverture totale à l'économie de marché. Il s'est allié à Limonov lors des élections législatives de 2007, mais leurs listes furent invalidées malgré l'absence totale de cohérence du groupe !

Poutine favorise l'éclosion de micro partis (500 adhérents suffisent pour se présenter aux élections, contre 40 000 auparavant) pour assurer la domination de Russie Unie. Diverses associations plus ou moins éphémères se sont créées pour obtenir tel ou tel avantage. Seule subsiste le « Comité des mères de soldats ». Il faut noter aussi la présence de nombreuses ONG, financées par les États-Unis pour la plupart (3,5 millions \$ en 2011) et par l'UE pour un « gouvernement juste et démocratique » : Poutine les qualifie « d'agents de l'étranger » et en expulse de temps en temps. Mais elles n'apportent aucune aide réelle à la population appauvrie. L'absence de véritables partis politiques favorise la faiblesse du régime car les Russes n'ont aucune confiance dans leurs dirigeants, d'autant que Russie Unie est ravagée par des affaires de corruption et ne représente pas une force sur laquelle Poutine pourrait s'appuyer.

Gaz et pétrole : deux atouts incertains de Poutine

Gazprom et Rosneft sont les deux principales entreprises d'exploitation, mais l'industrie de transformation est obsolète. En 2014, les produits bruts représentent 75% des exportations (contre 68% en 1980) et 50% des revenus de l'État dont le budget était à l'équilibre à 103 \$ le baril (contre moins de 40 aujourd'hui). Le contrôle de ces produits est donc vital pour l'État et un moyen diplomatique (cf crise ukrainienne p.142/143) en raison de l'exportation massive vers l'Europe : la Russie fournit 42% du gaz de l'UE. Nombre des États de l'Europe de l'est sont les otages de la Russie en matière énergétique.

D'où l'initiative américaine de contourner l'obstacle en signant un accord avec Bakou (Azerbaïdjan) pour construire gazoduc et oléoduc traversant le Caucase (Géorgie) et la Turquie (projet Nabucco). Gazprom (350 000 employés) est concurrencé par une société « privée », Novatek, dont les actionnaires sont proches de Poutine, car Gazprom est un État dans l'État qui ne peut plus – avec Poutine – négocier directement avec l'étranger. Mais les prix sont réglementés en Russie et les investissements nationaux sont faibles puisqu'il est plus rentable d'exporter. Depuis 2013, la Russie est le premier producteur mondial mais a signé des accords avec BP et Exxon Mobil pour palier l'insuffisance des investissements permettant de moderniser l'exploitation.

Poutine utilise la corruption pour éliminer ceux qui le gênent : c'est la dénonciation de la corruption à des fins politiques, qui ne débouche sur aucun plan sérieux. Plus même : la chasse à la corruption encourage le racket organisé par les fonctionnaires. Les dégâts touchent aussi bien les forêts (ex : 2010 énorme incendie près de Moscou faute de moyens) que la recherche spatiale. Mai 2008, Poutine cède la présidence à Medvedev et devient 1^o ministre, c'est-à-dire arbitre entre les clans. Le baril de pétrole est encore à 147 \$, tout va bien.

Mais quand la crise financière éclate, les réserves de la banque centrale russe s'effondrent d'autant que le baril plonge à 65 \$ en septembre et 34 \$ en décembre ; conjugué à la disparition des crédits occidentaux, toute l'économie s'effondre. Le chômage est multiplié par deux. L'État est obligé d'intervenir massivement en injectant les fonds souverains issus de la rente pétrolière. Opération de recentralisation - alors que Medvedev était un libéral – et contrôle accru sur les barons locaux, notamment dans les minorités nationales (Tchéchènes, Nenets, Tatars, Yakouts, etc ...)

Mais en juillet 2010, Medvedev lance un grand plan de privatisation pour renflouer les caisses y compris dans le secteur social (éducation, santé...). D'où une révolte de la population de Pikaliovo (entre St P. et Moscou) dont 3 usines ferment. Poutine arrive en sauveur des ouvriers en faisant rouvrir les usines avec de l'argent public... et prend des mesures anti manifestations et anti grèves avec accusations de terrorisme pour maintenir l'ordre. En décembre 2011, l'adhésion à l'OMC permet l'ouverture du marché aux investissements étrangers (jusqu'à 50% du capital des entreprises

et des banques), l'abaissement des droits de douane de 25 à 20% et la diminution des aides publiques aux entreprises ... L'ouverture totale du marché est prévue en juillet 2018.

Pétrole, gaz, bois, armes représentent 80% des exportations. Mais la désindustrialisation a été massive au profit du développement du secteur financier spéculatif. La dépendance de l'étranger pour la nourriture, les machines est forte : 2/3 de ces biens sont importés. Il y a encore 20 millions d'ouvriers qui assemblent souvent des pièces fabriquées à l'étranger. Même l'aérospatiale est victime de nombreuses avaries (sur les 15 dernières années, au moins 8 TUPOLEV se sont écrasés faisant 800 morts).

Le plan de privatisation annoncé par Medvedev en 2011 a fait long feu car les oligarques rechignent à investir à long terme, tandis que la bureaucratie veut garder le contrôle sur la propriété d'État qu'elle parasite. Outre, l'énergie, l'État contrôle les banques qu'il a sauvées en 2008. Mais incapacité de moderniser et situation aggravée par les sanctions occidentales. La productivité est au moins 3 fois plus faible qu'aux États-Unis faute aussi de dépenses dans la recherche.

Il faut noter le regret généralisé dans les couches populaires – non du système politique – mais des garanties assurées par le régime soviétique en matière de santé, d'éducation, de logement et de transports, de piètre qualité mais en partie gratuites. Sauf que les magasins étaient vides ! Rejet massif de la « démocratie de marché » qui entraîne, chômage massif, insécurité, alcoolisme et pauvreté. Et recherche d'un État protecteur.

En 2012, 35% de la richesse étaient détenus par 0,00008% de la population, c'est à dire par les 110 milliardaires sur 143 millions d'H. 1% de la population détient 71% des richesses.

La population vieillissante (1,7 millions d'avortements par an en raison des difficultés économiques et sociales – que l'Église voudrait interdire avec la bénédiction de Poutine), la désertification des campagnes à l'abandon, 2,5 millions d'enfants errants abandonnés, la grave crise du logement (dégradés et peu de constructions nouvelles), un chômage de masse, expliquent que 23 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Aux élections de 2012, il y eut de nombreuses manifestations contre la fraude et la corruption mais l'opposition hétéroclite n'offre aucune alternative politique ni représentation des masses. Boris NEMTSOV qui a dénoncé la fortune colossale de Poutine a été assassiné en février 2015 comme l'avait été Anna POLITKOVSKAÏA. Poutine a été réélu président avec 63,6% des voix (mais 47,7% à Moscou, 15,48 à St P.) avec le soutien d'une partie de la population laborieuse qui craint le chaos des années 90 mais doit supporter une bureaucratie vorace.

Qui est propriétaire ?

Le pillage des richesses et la privatisation sauvage puis régulée par les divers clans de la bureaucratie n'ont pas débouché sur l'instauration d'un régime stable de la propriété privée : lois peu claires, règles mal définies (le plus fort gagne) permettent à la bureaucratie de fixer les règles à son profit (ex des millions de locataires devenus propriétaires sous Eltsine et dépossédés depuis).

Or, le capitalisme repose sur l'inviolabilité de la propriété privée, sauf besoins supérieurs de la classe dirigeante et de son Etat. En Russie, une mafia, quelques policiers et un juge véreux vous dépossèdent en un tour de main ! Les grands groupes se dotent de puissants services de sécurité et placent des actifs à l'étranger. Ce qui n'empêche pas le sommet de l'Etat de les dépouiller (ex KHODORKOVSKI)

Depuis les années 90/92, 12 millions de kolkhoziens ont reçu une « part » mais impossible d'obtenir des crédits pour s'équiper. Ce qui a permis aux grandes entreprises occidentales et chinoises d'obtenir des concessions (les étrangers ne pouvant pas acheter les terres) de plusieurs centaines de milliers d'ha de forêts et de cultures d'exportations comme la betterave à sucre. Mais l'État (fédéral, régional, municipal) possède encore 2/3 des terres : les plus grands propriétaires sont les ministères de la défense et de l'agriculture qui laissent souvent ces terres en friche. Les riches préfèrent investir dans les paradis fiscaux plutôt que prendre le risque de tout perdre en Russie. Le plus riche serait Poutine himself avec une fortune évaluée à 40 milliards de \$. Face à la pression américaine et européenne, Poutine s'appuie sur le nationalisme avec appui de l'Église et des Cosaques réhabilités (ils seraient 7 millions) dont 140 000 soldats, premiers défenseurs de l'Église orthodoxe (Parti cosaque fondé en 2012). Les 3 piliers du nationalisme - comme sous Nicolas 1^o - sont : autocratie, orthodoxie et principe national. Mais les oligarques et les dirigeants ont tous placé leur argent à l'étranger où ils achètent des résidences (400 000 Russes à Londres). Il n'y a pas de volonté d'édifier

un capital russe à la conquête des marchés extérieurs. Il s'agit surtout de détourner l'attention des graves problèmes économiques et sociaux.

Le dernier mandat ? [2012- 2018]

Les mesures phares de la campagne comme imposer l'ISF et faire rendre les biens volés n'ont pas été mises en œuvre. La mise en place de l'élection de 5 présidents régionaux en 2012 (tous Russie Unie) au lieu d'une nomination, a pour but de leur faire porter le poids de la crise et des conséquences de l'adhésion à l'OMC. La participation électorale de 25% montre un rejet passif mais massif.

La situation économique reste catastrophique avec un lourd endettement des ménages, une stagnation voire une baisse du PIB, une forte inflation, la privatisation de la santé et de l'éducation, le poids des sanctions économiques US et de l'UE depuis les événements de l'Ukraine en 2014.

D'où le 1^o avril 2014, la suspension de la coopération avec l'OTAN – le boycott des produits européens qui a gravement touché les États baltes et est européens tout en faisant augmenter encore les prix en Russie même. Le budget militaire a augmenté de 33% en 2015 (il avait déjà doublé entre 2010 et 2015), soit 21% du budget national, accompagné de la réduction drastique des dépenses sociales.

Les bravades et le bluff n'enrayent pas la fuite des capitaux, ni l'effondrement de l'industrie automobile (présence d'usines VW, Volvo, GM, Renault) car les voitures sont trop chères. 7 000 médecins ont été licenciés à Moscou qui a fermé 1/3 des hôpitaux.

A noter cependant que la baisse des salaires et le chômage sont favorables à des délocalisations en Russie où le coût du travail est plus bas qu'en Chine ! Le chauvinisme ne suffira pas à masquer la crise et ses responsables. C'est pourquoi le régime rogne brutalement les dernières libertés. Politkovskaïa écrit en 2006 : « Notre révolution à nous sera rouge. De la couleur des communistes, de la couleur du sang. »

Pour sa part, l'élite ne considère pas un gouvernement faible comme le remède à la crise. Poutine a été réélu mais son système de pouvoir est moribond. Il a déçu et trahit tout le monde. Son assise est très réduite. La haute bureaucratie a été ébranlée par le meurtre de Boris NEMTSOV. Cela n'empêche pas l'occident d'agiter l'épouvantail Poutine menaçant l'ordre du monde, tout en craignant un effondrement de la Russie qui déstabiliserait encore plus la région. 20 ans de réformes libérales n'ont pas abouti à autre chose que l'exportation des matières premières. Des 2 piliers du régime (cours élevé du pétrole et chauvinisme), reste surtout le chauvinisme ...

Poutine s'appuie sur les forces de répression (FSB, armée, police), sur l'Église orthodoxe, sur la bureaucratie, sur un parti fantôme corrompu, sur des oligarques plus soucieux de placer leurs avoirs au RU, EU, Chypre, Lux, Bahamas, et bénéficie de l'absence d'une opposition crédible et centralisée.

Il utilise l'encerclement US pour rassembler mais il est incapable d'enrayer la chute du prix du pétrole et du rouble, la fuite des capitaux et la hausse vertigineuse des prix. Il arbitre entre les clans jusqu'à ce que ceux-ci s'unissent contre lui.

Son principal atout est que personne ne souhaite le déstabiliser (cf les JO de Sotchi et de Rio). Selon les besoins, il est un allié provisoire ou un épouvantail. En conflit avec Erdogan au sujet de l'attaque d'un chasseur russe le 24/11/2015, il a reculé quand Erdogan a menacé de se passer du pétrole et du gaz russes et ils se sont accordés sur la Syrie.

L'intervention militaire extérieure et l'alliance Russie/Turquie/Iran permettent à Poutine d'apparaître comme l'homme fort et incontournable au Moyen Orient mais aussi de maintenir son pouvoir en Russie, surtout si le prix du pétrole remonte !

La Russie est un État mafieux : les différents clans qui s'approprient la rente ont besoin d'un État policier, d'un homme fort, arbitre des conflits claniques à l'intérieur, et capable, à l'extérieur, de desserrer l'étau des impérialismes américain et européens. La Russie de Poutine joue un jeu d'alliances avec la Turquie et l'Iran pour exister comme puissance régionale.

Les partis et dirigeants français - de Le Pen à Mélenchon - qui lui apportent leur soutien, le font en défense de l'impérialisme français inféodé aux puissances américaine et allemande. Ce soutien apporté aux intérêts de la bourgeoisie française est totalement étranger aux intérêts du prolétariat français et international.

Retour sur le congrès de l'Union départementale CGT 69

Sur le rapport d'activité

Des camarades du Groupe Révoltes sont revenus sur les leçons du combat contre la loi El Khomri.

Le rapport d'activité présentait cette bataille comme inachevée et positionne la CGT dans la bataille juridique. Cela permet à l'appareil de ne pas faire collectivement le bilan nécessaire de cette lutte.

Les camarades ont dénoncé le recours aux tribunaux bourgeois alors même que le gouvernement utilise cette justice de classe contre les manifestants, contre les militants syndicaux.

Ils ont dénoncé l'attitude confédérale qui a continué pendant toute la lutte de tendre la main au gouvernement pour engager des discussions alors que celui-ci matraquait les manifestants qui scandaient : « *retrait total, ni négociable, ni amendable* ».

De même la politique des appels à des journées d'action saute-mouton du printemps n'ont pas permis de faire plier le gouvernement mais ont au final, journée après journée, affaibli la mobilisation.

Les camarades ont exigé de tirer le bilan :

« Il faut rompre avec cette pratique. Lorsque la situation est mûre, comme ce fut le cas le 31 mars, il faut avoir le courage d'appeler et organiser le blocage effectif du pays par la grève générale. Cela a presque été possible lorsque les dockers, les raffineries et les routiers ont entamé spontanément cette démarche. Le gouvernement a d'ailleurs très vite divisé ce front alors que la confédération refusait de s'engager dans ce sens comme en témoigne le 51ème Congrès avec son appel à la généralisation de la grève boîte par boîte. »

Sur le rapport d'orientation

Intervention Ufict-CGT Métropole de Lyon

Le document d'orientation est pauvre en revendications, il doit être complété par un programme de défense des travailleurs qui sont attaqués par les réformes pro-patronales du gouvernement :

- contre les licenciements, nationalisation sans rachat des entreprises qui licencient (Alstom, Veninov ...)
- pour la défense du code du travail, abrogation de la loi El Khomri ...
- pour la défense du statut des fonctionnaires, abrogation du PPCR, de la réforme territoriale qui suppriment les acquis des fonctionnaires,
- contre la fusion des hôpitaux, les fermetures de lits, ...abrogation de la loi hôpital,
- contre le budget 2017 qui continue les cadeaux au patronat, qui saigne les acquis des travailleurs, qui suppriment des postes de fonctionnaire
- pour l'accueil des migrants, contre l'intervention militaire de l'impérialisme français au Moyen-Orient et en Afrique

Ce peut être la base d'un programme à proposer au mouvement social, aux organisations politiques de gauche permettant d'offrir une perspective aux travailleurs, de les rassembler contre la politique du gouvernement et empêcher le retour au pouvoir des Républicains, contre le FN avant même de désigner un candidat.